



Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)

CONFERENCE DE PRESSE FLLAM - 29 Septembre 2010

Quel avenir pour les laboratoires d'analyses
médicales privés au Luxembourg ?

Les dangers de la pression législative et
économique imposée par le Gouvernement

PAYSAGE BIOLOGIQUE LUXEMBOURGEOIS 2010

- ❑ Secteur **Privé** : 3 Laboratoires (9 en 1997)
- ❑ Secteur **Public Hospitalier** : 7 Laboratoires (2800 lits = CHU Strasbourg ou Genève)
- ❑ Secteur **Public Etatique** : LNS, Croix Rouge

Population : 500.000 Habitants

→ Problème de « **masse critique** » pour maintenir ce paysage

BIOLOGIE MEDICALE : DUALITE STRUCTURELLE

Maîtrise des budgets

OBJECTIF : Economie médicalisée

→ Sous tutelle étatique : Ministère de la Santé

Développement
économique

OBJECTIF : Approche entrepreneuriale d'économie
de marché

→ Sous tutelle étatique : Ministère de l'Economie ??

DOUBLE PRESSION IMPOSEE AU SECTEUR PRIVE

Pression législative

Loi 16 Juillet 1984
Interdiction d'exploiter un laboratoire en société
→ **Personne physique** uniquement

Pression économique

Baisses tarifaires successives
Restriction de remboursement des analyses
→ Disparition du secteur privé : **Etatisation**

PRESSION LEGISLATIVE : ETAT DES LIEUX

- ❑ Interdiction d'exploitation en **société de capitaux** (ex. S.A.)
- ❑ Dernier pays de l'UE
- ❑ Uniquement en **personne physique** (statut indépendant)
- ❑ **Immense responsabilité** civile, professionnelle et financière
- ❑ Législation **contraire au Traité CE**
- ❑ Impossibilité d'**association** et de **partenariats** transfrontaliers (Grande-Région et Europe)
- ❑ **Frein** énorme au développement économique du secteur privé

PRESSION LEGISLATIVE : ENJEUX

SECTEUR BIOLOGIE MEDICALE : Complexité, Coût, Evolution rapide

- ❑ Mutualisation des moyens → Economie d'échelle
 - ❑ Diversification d'activités → Pôles de compétences
 - ❑ Nouveaux marchés → Création d'emplois
 - ❑ Nouveaux services → Innovation
- Réseau paneuropéen : qualité de services et respect de l'identité locale

PRESSION LEGISLATIVE : EVOLUTION

- ❑ Révision de la Loi du 16 juillet 1984
- ❑ Première demande de modification en 2007 : Refus du Ministère de la Santé
- ❑ Mise en demeure du Gouvernement par la CE : 17/3/2010
- ❑ Dépôt d'un projet de loi au Conseil du Gouvernement : 18/3/2010
- ❑ Validation par le Conseil du Gouvernement : 9/4/2010
- ❑ Dépôt à la Chambre des Députés : 24/6/2010
- ❑ Avis du Conseil d'Etat ? Vote et publication au Mémorial ? Quand ?

PRESSION ECONOMIQUE : HISTORIQUE

- ❑ 2002 : baisse rétroactive des tarifs : -10%
- ❑ 2005 : limitation du remboursement à 12 analyses par ordonnance
- ❑ 2005 : forfait d'analyses : -10% par rapport aux analyses seules
- ❑ 2009 : baisse tarifaire imposée et non négociée via la loi budgétaire :
- 19.35%
- ❑ 2011 : baisse tarifaire imposée par voie législative ??? -14.25%
- ❑ Absence de revalorisation des tarifs depuis 1993 (sauf en 1997)
- ❑ Mesures uniquement dirigées contre le secteur privé
- ❑ « Viol » de l'article 67 du Code de la Sécurité Sociale

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

- ❑ **Simulation** par la CNS : calculs hypothétiques de comparaison laboratoires privés et hospitaliers

Courrier CNS - 3 septembre 2010

aux laboratoires hospitaliers. Cependant, il ne fait pas de doute que les laboratoires privés ont des frais de fonctionnement inférieurs par rapport aux laboratoires hospitaliers. Parmi les raisons pouvant être invoquées on peut citer :

- la surdotation en personnel des laboratoires hospitaliers
- le coût salarial plus élevé dans les hôpitaux
- le volume et le coût des réactifs
- le retard au niveau de l'automatisation des chaînes analytiques
- l'importance des frais indirects liés à la structure et à la gestion hospitalières

Par conséquent, la CNS demande à la FLAMM d'accepter une réduction de la lettre-clé pour 2011. Cette demande s'inscrit dans les mesures de restriction budgétaire que la CNS se voit

Raisonnement absurde :

- laboratoires hospitaliers très et trop chers
- laboratoires privés beaucoup moins chers et plus efficaces donc rentables
- meilleure rentabilité donc baisse des tarifs du secteur privé

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

Estimation des coûts à supporter par la CNS pour les 2 secteurs en 2009 :

- ❑ Laboratoires privés : **39.9 M€**
 - ❑ 61% des analyses ambulatoires (patient non hospitalisé)
 - ❑ Coût moyen de l'analyse ambulatoire : 7.9 €
- ❑ Laboratoires hospitaliers : **86.5 M€**
 - ❑ 39% des analyses ambulatoires (patient non hospitalisé)
 - ❑ 100% des analyses stationnaires (patient hospitalisé)
 - ❑ Coût moyen de l'analyse ambulatoire : 14.5 €

➔ Secteur hospitalier a un coût supérieur de 84%

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

- ❑ **Axiome/Postulat de la CNS : le secteur privé est très rentable**

Courrier CNS - 3 septembre 2010

Convaincue du fait que les tarifs actuels sont surfaits, la Caisse nationale de santé ne saura envisager une augmentation de la valeur de la lettre-clé pour 2011. En effet, la comparaison avec les frais des laboratoires hospitaliers laisse présumer l'existence de marges bénéficiaires importantes pour les laboratoires privés.

- ❑ **Où sont les preuves des arguments de la CNS et du Ministre ?**
Affirmation gratuite basée sur l'hypothèse « Le public est vertueux, le privé est suspicieux »
- ❑ **Simulation CNS : chiffres faux !! - comparaison laboratoires privés et hospitaliers impossible car structure de frais différente : secteur privé autofinancé, secteur hospitalier totalement budgétisé et subventionné**

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

Tab. : Données de 7 laboratoires hospitaliers pour 2005

Nombre de prélèvements	936.667
Nombre d'ETP	196,99
Surface en m ²	5.062
Total des frais (€) →	39.821.056
Total des frais directs	30.882.889
Frais de personnel	17.724.577
Frais de consommation	11.314.848
Frais pour immeubles et équipement	953.124
Frais de gestion	156.356
Frais d'amortissement	724.157
Frais financiers	9.827
Total des frais indirects	7.909.882
Correction pour subventions (x 1,13)	8.938.167
Frais par prélèvement	42,51
Coût salarial moyen	89.977
Recettes suivant nomenclature →	49.337.370
Rapport recettes/frais	1,24

Exemple des frais financiers :

9800 € pour 7 laboratoires hospitaliers

= prêt de 200.000 euros !!!

Hôpitaux : totalement subventionnés et budgétisés

→ **Aucun endettement à supporter**

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

Tab. : Données de 7 laboratoires hospitaliers pour 2005

Nombre de prélèvements	936.667
Nombre d'ETP	196,99
Surface en m ²	5.062
Total des frais (€)	39.821.056
Total des frais directs	30.882.889
Frais de personnel	17.724.577
Frais de consommation	11.314.848
Frais pour immeubles et équipement	953.124
Frais de gestion	156.356
Frais d'amortissement	724.157
Frais financiers	9.827
Total des frais indirects	7.909.882
Correction pour subventions (x 1,13)	8.938.167
Frais par prélèvement	42,51
Coût salarial moyen	89.977
Recettes suivant nomenclature	49.337.370
Rapport recettes/frais	1,24

Calcul de marge :

Pas un ratio des recettes sur les frais :
calcul mathématique faux !!

Selon chiffres CNS :

19.3% et pas 24%

cf. discours du ministre :

"onverschimt héich Margen"

PRESSION ECONOMIQUE : BENCHMARK

	Luxembourg	Belgique	France	Suisse
Bilan standard	84.60 €	43.52 €	99.09 €	102.10 € ⁽¹⁾

⁽¹⁾ 100 CHF = 70.27 €

- ❑ Comparaison des tarifs positionne le Luxembourg à un niveau très compétitif en termes de coût pour la CNS
- ❑ Tarifs au Luxembourg ne sont pas supérieurs aux autres pays de l'UE
- ❑ En Belgique, les tarifs inférieurs sont compensés par une participation financière de l'assuré couverte par une assurance mutuelle complémentaire

PRESSION ECONOMIQUE : EVOLUTION MOYENNE

Postes	Moyenne annuelle
Remboursement CNS Laboratoires privés	2.44 %
PIB	6.94 %
Indice des salaires	2.31 %
Population protégée	3.25 %
Frais fixes hospitaliers	5.94 %
Frais variables hospitaliers	5.30 %
Frais administratifs CNS	7.98 %

- ❑ Laboratoires privés extrahospitaliers : 1.9% dépenses Assurance Maladie
- ❑ Evolution moyenne annuelle couvre à peine celle de l'indice des salaires
- ❑ Evolution des coûts hospitaliers et des frais de la CNS très supérieure

PRESSION ECONOMIQUE : ARGUMENTS ??

- ❑ La CNS s'intéresse plus au « Combien ça rapporte ? » plutôt qu'au « Combien ça coûte ? »
- ❑ Responsabilité de la CNS dans l'utilisation pertinente des budgets de l'assurance maladie
- ❑ Si volonté de faire des économies et de réduire les dépenses et si secteur hospitalier reconnu comme bien plus cher, pourquoi ne pas restructurer les laboratoires hospitaliers plutôt que d'attaquer systématiquement le secteur privé ??
- ❑ Quelle est la réelle stratégie du Ministère de la Sécurité Sociale ?? Existe-t-elle vraiment ??

PRESSION ECONOMIQUE : CONSEQUENCES

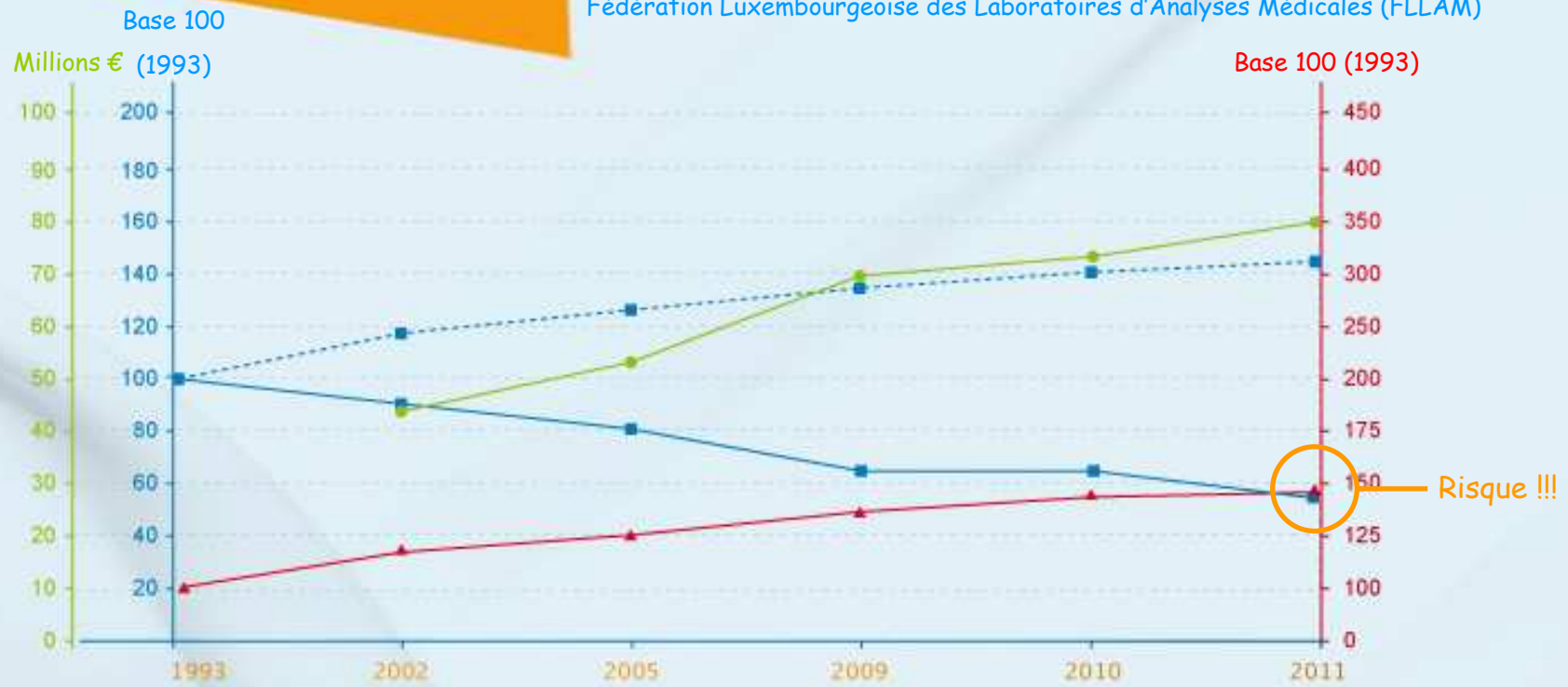
- ❑ Le Ministre de la Sécurité Sociale dit : « le patient est au centre du système, la réforme vise à améliorer la qualité de l'offre, à obtenir une transparence, une accessibilité à tous »
- ➔ Le secteur privé des laboratoires répond à tous ces critères, pourquoi chercher à diminuer la capacité de ce secteur reconnu pour son efficacité et sa qualité et l'empêcher de poursuivre son développement (y compris dans la Grande-Région cf. pression législative) ?
- ➔ Incohérence avec la volonté du Gouvernement de développer le secteur des biotechnologies au Luxembourg
- ❑ Vision idéologique d'étatisation : Création d'un National Health System (NHS) : coût supérieur, qualité non prouvée, perte du libre choix par le patient de son prestataire

PRESSION ECONOMIQUE : CONSEQUENCES

- ❑ Responsabilité du Ministre : incompatibilité de la mission « Santé » et de la mission « Sécurité Sociale »
- ➔ Le Ministre de la Santé donne confiance à l'investisseur-entrepreneur en autorisant la reprise d'activité de laboratoires puis le (même) Ministre de la Sécurité Sociale baisse les tarifs empêchant l'entrepreneur de rembourser ses dettes
- ➔ Crise économique et sociale provoquée
- ❑ Conséquences sociales sous-évaluées : le secteur privé comporte 350 emplois
- ❑ Les membres de la FLLAM sont des entreprises et des acteurs économiques du Luxembourg supportant l'impôt et les cotisations sociales



Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)



Evolution 1993-2011

- Coût remboursement au laboratoire selon l'évolution indiciaire
- Coût remboursement au laboratoire réel
- Frais administratifs CNS
- ▲— Charges du laboratoire

PRESSION ECONOMIQUE : NEGOCIATIONS

- ❑ Article 67 Code de la Sécurité Sociale : négociation CNS-FLLAM pour revalorisation de la lettre-clé
- ❑ Demande de la FLLAM en juin 2010, réunion CNS le 23 septembre 2010
- ❑ Revalorisation (=augmentation) théorique : +4.63%
- ❑ CNS demande -10 % (taux différent du projet de réforme ???)
- ❑ Aucune argumentation objective : calculs de simulation pour tenter de comparer les coûts du secteur privé et hospitalier
- ❑ Echec des négociations : procédure de médiation puis sentence du Conseil Supérieur des Assurances Sociales

REFORME ASSURANCE MALADIE

- ❑ Objectif déclaré : **maîtriser les dépenses de santé** = objectif partagé par les membres de la FLLAM → 2 approches possibles :
 1. Approche **Comptable** : diminution de la capacité financière des prestataires libéraux du secteur privé
 - = **vision idéologique**, action à court terme, très facile à réaliser car attaque du secteur le plus faible avec des résultats médiatiquement exploitables avant la prochaine échéance électorale
 - voie suivie actuellement et sans impact sur une réelle maîtrise des dépenses de santé voir même une augmentation des dépenses (NHS)
 2. Approche **Structurelle** : restructuration totale de la biologie médicale privée et hospitalière, **incluant le LNS**
 - = **vision économique**, action à long terme dépassant la prochaine échéance électorale, plus complexe à réaliser, courage politique nécessaire
 - voie soutenue par les membres de la FLLAM depuis 2006

REFORME ASSURANCE MALADIE : **Approche comptable**

- ❑ **Nouvelle baisse tarifaire non négociée** de 14.25% au 1.1.2011
 - ❑ **Incohérence avec la CNS** qui propose une baisse tarifaire de 10%
 - ❑ Plus de 20 règlements grand-ducaux (contenu inconnu)
 - ❑ Grand absent de la réforme : **Laboratoire National de Santé** (nouveau bâtiment à Dudelange pour un investissement de 90 M€ !! Quid des missions ??)
 - ❑ Débudgétisation de l'activité ambulatoire des hôpitaux : **doubles recettes** = budget pour analyses **stationnaires** + tarifs identiques au secteur privé pour analyses **ambulatoires**
- **Concurrence déloyale vis-à-vis du secteur privé**

REFORME ASSURANCE MALADIE : Refus de la FLLAM

- ❑ Refus de toute baisse tarifaire autoritaire
- ❑ Refus de la débudgétisation ambulatoire des laboratoires des hôpitaux
- ❑ Refus de la suppression du mécanisme régulateur entre adaptation de la lettre-clé et adaptation des coefficients de la nomenclature
- ❑ Refus d'actes réservés pour le LNS - ex: anatomo-pathologie
- ❑ Refus de la mesure de limitation de remboursement à 12 analyses par ordonnance au seul secteur privé (promesse d'abolition par le Ministre en 2008, sans suite à ce jour)
- ❑ Refus de l'introduction d'une participation de l'assuré via le prestataire de soins du secteur privé uniquement

REFORME ASSURANCE MALADIE : Propositions de la FLLAM - 1

- ❑ Révision de la nomenclature des analyses par une commission paritaire
- ❑ Déploiement prioritaire du dossier e-Santé
- ❑ Intégration de la FLLAM à L'Agence Nationale de l'Information Partagée (ANIP) = ex-GIE Healthnet incluant l'EHL, la CNS et l'AMMD
- ❑ Obligation de l'accréditation ISO15189 pour tous les laboratoires luxembourgeois (secteur privé et secteur public) - mesure adoptée par la France = preuve d'une qualité reconnue au niveau européen
- ❑ Utilisation par la CNS d'un expert neutre (actuellement consultant issu du secteur hospitalier = conflit d'intérêts)
- ❑ Exercice en société et transparence des bilans

REFORME ASSURANCE MALADIE : Propositions de la FLLAM - 2

- ❑ Clarification des missions de chaque secteur : problème de masse critique
 - ❑ Ambulatoire (patient non hospitalisé) = laboratoires privés
 - ❑ Stationnaire (patient hospitalisé) = laboratoires hospitaliers
- ❑ Mécanisme de participation de l'assuré à définir par la CNS sans utiliser le laboratoire comme intermédiaire pour recouvrir les sommes - Opportunité de créer des assurances mutuelles complémentaires ?
- ❑ Définition des missions du LNS : analyses statistiques (épidémiologie), hygiène, analyses non opposables à la CNS

REFORME ASSURANCE MALADIE : Propositions de la FLLAM - 3

- ❑ **Restructuration des laboratoires hospitaliers** : une plateforme nationale pour les analyses de routine et un laboratoire d'urgence par hôpital

Etat des lieux actuel :

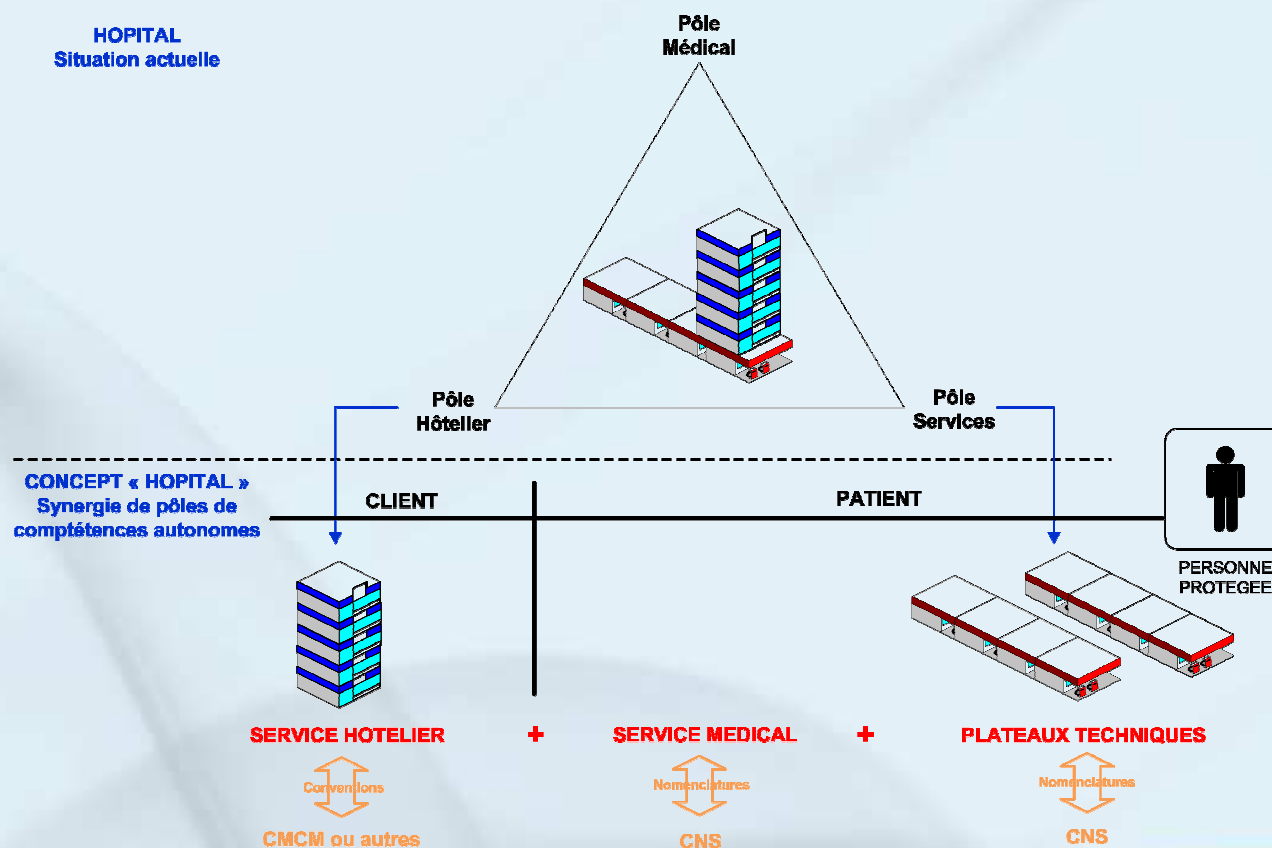
- Absence de mutualisation (achats, logistique, analytique) et de partenariat
- Absence de vision stratégique nationale (EHL)
- Coûts démesurés et en croissance perpétuelle
- Absence de collaboration informatique

Gain de la mutualisation des laboratoires hospitaliers : Economies d'échelle

- Standardisation des procédures qualité et reconnaissance européenne
- Rationalisation des achats et des équipements
- Rationalisation de la gestion et du management
- Comptabilité analytique
- Plateforme informatique commune (e-Santé)
- Formation continue uniforme
- Complémentarité de mission avec le secteur privé

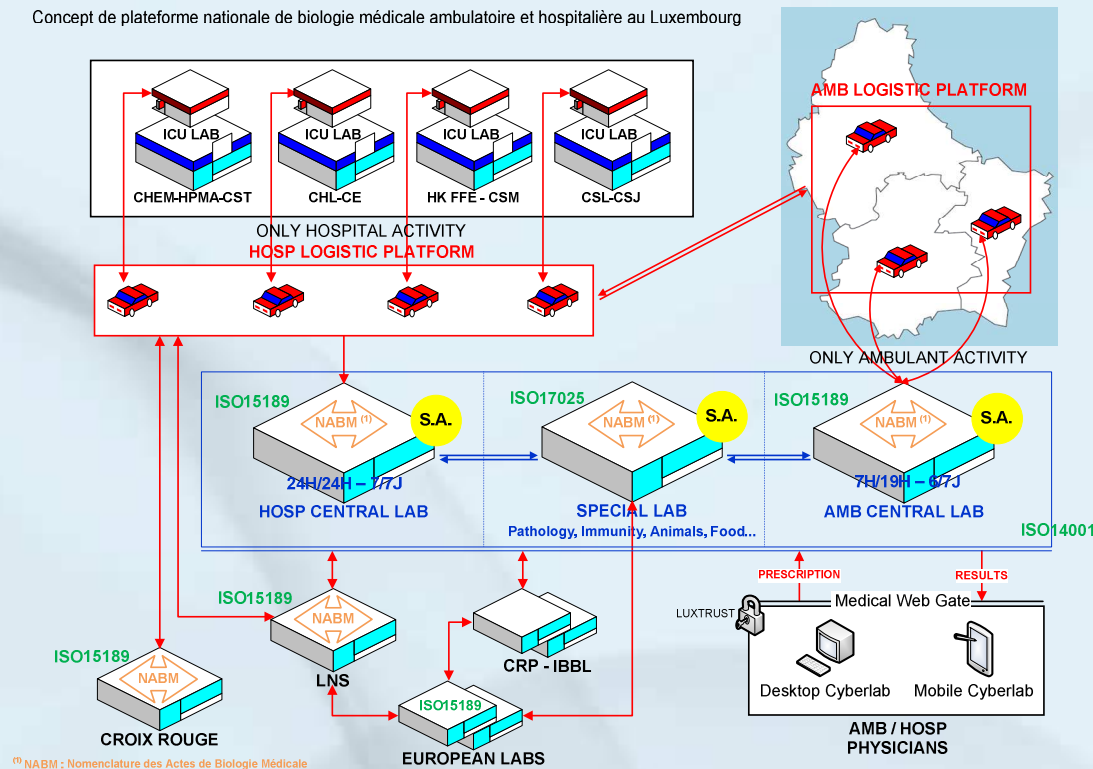
CONCEPT HÔPITAL

HOPITAL
Situation actuelle



Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)

Concept de plateforme nationale de biologie médicale ambulatoire et hospitalière au Luxembourg



- ❑ Plateforme **stationnaire** pour patient hospitalisé
- ❑ Plateforme **ambulatoire** pour patient non hospitalisé
- ❑ Plateforme pour analyses spécialisées
- ❑ Plateformes d'urgence par hôpital
- ❑ Service logistique national commun aux plateformes
- ❑ Exploitation en société
- ❑ Tarification nomenclature
- ❑ ISO 15189/14001/RSE

CONCLUSION

- ❑ Système de santé actuel est un « homme malade » qu'il faut soigner avec
 - ❑ 1 Ministre ayant une **vision médicale**
 - ❑ 1 CNS ayant une **vision économique**
- ❑ Les membres de la FLLAM se battent pour avoir le droit de continuer à travailler et poursuivre leur mission en tant qu'acteur du système de santé participant dans près de 2/3 des cas au diagnostic médical



Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Téléchargements des documents : www.fllam.lu